



DÉCLARATION FNEC-FP-FO CTA DU 9 NOVEMBRE 2018 Académie de Bordeaux

Monsieur Le Recteur,
Mesdames & Messieurs les membres du Comité Technique Académique,

L'émotion est encore vive dans le pays après avoir vu la vidéo d'une collègue de la SEP du Lycée Edouard Branly de Créteil tenue en joue par un élève et ce sont tous les professeurs qui se sont imaginés à la place de notre collègue. Tous les syndicats de notre Fédération Nationale de l'Éducation, de la Culture et de la Formation Professionnelle, Force Ouvrière (FNEC-FP-FO), lui témoignent de leur solidarité totale, sans aucune ambiguïté ni restriction. Nous apportons tout notre soutien à tous les personnels de cet établissement.

Dans l'académie de Bordeaux, FO dénonce depuis de longues années les violences scolaires auxquelles nous devons faire face chaque jour. Et depuis les élections professionnelles de 2011, date à laquelle FO est entrée dans toutes les instances académiques et dans quasiment toutes les instances départementales, nous militons encore davantage pour que l'Administration prenne pleinement conscience de la situation dans laquelle ses agents se trouvent. Oui, FO ne se contente pas des discours et lutte autant que possible contre le « ne pas faire de vagues ». Nous luttons sur le terrain, dans les établissements, mais aussi dans toutes les instances et notamment dans les CHSCT. Et pour précision, il ne s'agit pas ici de faire référence au très récent #NePasFaireDeVague, mais à cette sorte d'autocensure que les personnels de l'Éducation Nationale s'imposent depuis des années et que nous dénonçons depuis au moins 2011.

Les politiques successives n'ont eu de cesse de dégrader nos conditions de travail, de nous retirer des moyens, de nous isoler, de faire en sorte que notre parole n'ait plus le poids ni l'autorité nécessaires à nos fonctions, et qui plus est dernièrement avec un cynisme insultant dans les intitulés qui nous parlent de confiance, de liberté, de nouveau contrat social.

FO accuse les gouvernements successifs depuis au moins 30 ans d'avoir laissé faire, sciemment, pour organiser le démantèlement et le découpage de l'École de la République.

FO accuse ces gouvernements successifs de vouloir vendre au plus offrant l'outil de travail des PLP et faire des LP des agences locales pour l'emploi à la disposition des entreprises.

FO accuse ces gouvernements successifs de refuser la protection que l'Etat doit à ses agents et que le statut envisage a priori et pas seulement une fois le mal fait.

FO accuse ces gouvernements successifs d'avoir privé les enseignants de leur autorité au nom de positions électoralistes hypocrites.

FO les accuse enfin de ne jamais tenir parole. Oui, sans remonter très loin dans le temps, souvenons-nous en janvier 2015, après les évènements très douloureux que nous avons connus, Madame La Ministre Vallaud-Belkacem avait promis, déjà, que le « ne pas faire de vagues » allait être remplacé par le « ne plus rien laisser passer »... Souvenons-nous de la promesse post Galliéni de notre Ministre actuel, celle du « plus un acte d'incivilité impuni »... Aujourd'hui, Le Ministre de l'EN prétend, « mètre carré par mètre carré, reconquérir la République »... Oui, aujourd'hui, au moment même où celui-ci annonce la suppression de 2650 postes d'enseignants dans les établissements du second degré, ainsi qu'une loi « pour l'école de la confiance » afin de permettre au gouvernement de territorialiser et dérèglementer le fonctionnement de l'Ecole à coup d'ordonnances. Comment Le Ministre Blanquer pourrait-il tenir parole ? Les personnels enseignants, les AED, les CPE et les chefs d'établissement ne sont pas responsables de la situation qui prévaut depuis tant d'années. Et notre responsabilité syndicale est d'affirmer que ce n'est surtout pas en montant les enseignants contre les personnels de direction que la question de la violence et des incivilités trouvera une réponse. Les personnels de direction, dans leur très grande majorité, soutiennent les enseignants. Et s'ils donnent parfois l'impression contraire, c'est parce que leur hiérarchie leur demande explicitement de limiter le nombre de conseils de discipline et d'exclusions définitives.

Monsieur Le Recteur, vous nous avez affirmé ici, il y a quelques mois, que l'Ecole ne pouvait pas tout. Quand les services sociaux des collectivités territoriales, les services de police et de justice ne parviennent pas à remettre sur rails des jeunes, évidemment, l'Ecole, qui ne peut pas être épargnée par l'expression de leur violence, est forcément mise en difficulté. Mais Monsieur Le Recteur, l'Ecole se doit de réagir et même d'agir ! Feindre de ne pas voir, minimiser les faits, parler « d'épiphénomènes » ou « d'incidents isolés » alors que nous constatons dans nos classes combien la société est fracturée de toutes parts, est irresponsable. Nous devons agir. Nous pouvons agir.

Monsieur Le Recteur, si nous prenons l'exemple concret de Villeneuve sur Lot, c'est en travaillant avec vous que la situation aujourd'hui s'est améliorée et que les équipes éducatives se sentent respectées autour d'un projet commun pour rétablir un climat scolaire serein. Mais que ce fut long ! Pendant plus d'un an et demi, nos militants du SNETAA-FO et du SNFOLC se sont battus afin que les conditions de travail de tous les personnels et d'étude des élèves redeviennent « normales ». Nombreux sont les

personnels qui nous ont remercié, nous devons donc aussi vous remercier d'avoir enfin agi pour que le pire ne se produise pas dans cet établissement.

Monsieur Le Recteur, lorsque des personnels appellent au secours notamment au travers de fiches SST, il ne faut pas minimiser, il faut que les instances, comme par exemple le CHSCTA, remplissent leur mission en répondant aux personnels.

Monsieur Le Recteur, lorsque les représentants FO proposent un groupe de travail en CHSCTA afin de rétablir la parole des enseignants au centre du dispositif, il ne faut pas les prendre pour des inconscients, il faut les prendre au sérieux et agir !

Monsieur Le Recteur, quand nous vous demandons en audience, à vous ou aux DASEN, que la parole et le vécu des enseignants ne soient plus remis en cause, ni minimisés, ni moqués, il faut que les paroles que vous nous apportez alors, soient bien suivies d'actes. Et nous ne remettons pas ici en cause systématiquement la hiérarchie de proximité, car nous savons qu'elle exprime elle aussi ses propres difficultés, notre syndicat ID s'en fait régulièrement l'écho notamment dans les différentes instances.

Monsieur Le Recteur, pour prendre à bras-le-corps toutes ces problématiques, il est important que le règlement intérieur soit bien appliqué et que tous les établissements puissent bénéficier des compétences des personnels spécifiques nécessaires, comme les CPE, les assistantes sociales, les AED et AESH, etc.

Monsieur Le Recteur, La Ministre Vallaud-Belkacem a sorti les LP de l'éducation prioritaire alors que nous savons que les difficultés sont concentrées dans ces établissements. Le SNETAA-FO, notre syndicat de l'Enseignement Professionnel, tente de convaincre Le Ministre Blanquer de remettre ces établissements dans les réseaux d'éducation prioritaire afin que des moyens supplémentaires nécessaires leur soient attribués. Pouvez-vous intervenir dans ce sens auprès du Ministre ? A Bordeaux, le LP Trégy était classé en ZEP. Depuis plusieurs années, l'ensemble des personnels vous a alerté à de maintes reprises sur la situation du lycée. Monsieur Le Recteur, aujourd'hui il y a urgence, que pouvez-vous faire pour les personnels et les élèves du LP Trégy ?

Chacun doit pouvoir être en sécurité à l'École : élèves, professeurs, personnels éducatifs et personnels de direction. Il faut pour cela donner aux établissements les moyens qui permettent aux équipes éducatives de travailler ensemble pour le bien de la communauté.

Tout le monde doit se mobiliser pour réapprendre à nos jeunes le respect de l'autre, la solidarité, le débat, la tolérance, la laïcité.

Monsieur Le Recteur, le 31 octobre dernier, tous les recteurs ont été réunis à Paris par le Ministre de l'EN. Les annonces faites à l'issue de la journée ne nous permettent pas d'espérer beaucoup d'améliorations. Le sujet demande une véritable réflexion de fond de tous les acteurs sur les politiques éducatives et le sens des réformes actuelles (nous en parlerons après) et mérite mieux que l'annonce précipitée d'un énième plan, cédant à l'urgence médiatique du moment. Cependant, dans l'académie, nous attendons de

vous des messages forts et des réponses concrètes à chaque fois que cela sera nécessaire.

Dans tous les cas, FO poursuivra ses actions pour aider tous les personnels, pour les accompagner, pour les soutenir et pour dénoncer toutes les situations inacceptables ! Monsieur Le Recteur, vous pouvez compter sur FO.

Concernant les réformes à venir, il y a beaucoup à dire. Oui, ce gouvernement s'attaque à tout. Il a décidé de faire table rase de l'ensemble des conquêtes sociales. En effet, il s'attaque aux services publics, aux statuts généraux & particuliers, aux conventions collectives, à la protection sociale collective, aux régimes de retraites particuliers, au Code des Pensions, au paritarisme, au baccalauréat, aux diplômes en général, aux lycées professionnels, à l'école publique et à l'université.

Prenons juste 2 projets de réforme :

Le projet de loi Blanquer « une école de la confiance », qui a été présenté dans la précipitation au dernier Conseil Supérieur de l'Éducation, a notamment pour objectif de permettre au gouvernement de légiférer par ordonnance afin de pousser à son terme l'application de la réforme territoriale du gouvernement précédent et ainsi imposer aux personnels une réforme dont ils ne veulent pas, comme cela a déjà été fait pour la réforme du code du travail. La constitution de 13 académies, avec la fusion des 28 existantes est bel et bien un pas décisif vers une régionalisation de l'Éducation nationale et la remise en cause des règles nationales. La volonté de donner une place déterminante à la région dans les décisions et orientations prises, la mise en place de projets régionaux et de directions pédagogiques régionales, comme c'est déjà le cas à Rouen et Caen en sont des illustrations. Les dispositions essentielles de ce projet de loi sont en totale cohérence avec la logique de pulvérisation des garanties nationales de la réforme territoriale. Ce projet de loi fait fausse route et il est dangereux pour l'École de la République.

Le projet de réforme de la voie professionnelle voulue par le Ministre, semble être une mise en musique des démantèlements prévus par la loi dite de « liberté pour son avenir professionnel » dont nous demandons toujours l'abrogation. Pour rappel, cette loi prévoit le développement de l'apprentissage à tout crin en concurrence des formations en lycées professionnels. Elle contraint l'éducation nationale à développer les parcours mixtes et la mixité des publics qui déstabiliseront les enseignements, les jeunes et les diplômes nationaux pour lesquels pourtant le Ministre a rappelé qu'il les maintenait. Le SNETAA-FO a pleinement joué son rôle de première organisation de l'Enseignement Pro en discutant avec le ministre afin que les nouvelles grilles horaires des CAP et des Bac Pro n'entraînent ni une dégradation des conditions de travail, ni une perte de DGH par

rapport à l'existant, ni aucune suppression de postes. Le SNETAA-FO a obtenu des grilles annuelles plutôt que des grilles par cycles, la réintégration des heures de PSE, d'arts appliqués et de sciences, la diminution des seuils à partir desquels le coefficient multiplicateur s'applique et l'augmentation du coefficient multiplicateur passant de 11,5 à 13,5.

Mais il reste de grandes inquiétudes :

- 👤 quels programmes et quels référentiels ?
- 👤 quelles cartes des formations et quelles articulations dans les académies ?
- 👤 quels nouveaux métiers et quels nouveaux diplômes ?
- 👤 quels moyens pour porter les innovations pédagogiques dont le Ministre se targue ?

Oui, nous avons réussi à éviter le pire, mais cette réforme annoncée n'est clairement pas celle de FO !

Monsieur Le Recteur, Monsieur Le Vice-Président, toutes les réformes Blanquer s'attaquent à l'Ecole et à ses personnels. Elles entraînent toutes, directement ou indirectement, des suppressions de postes. Si on ajoute à cela le gel de nos salaires et la réforme des retraites annoncée qui a pour objectif d'instaurer un régime universel par points et donc de supprimer le Code des pensions, ce qui va dégrader le montant des retraites et reculer l'âge de départ, alors nous ne pouvons pas rester sans réagir.

Face à cette offensive généralisée contre nos droits, nos salaires, nos postes et nos conditions de travail, la FNEC-FP-FO, avec la CGT Educ'action, SUD et le SNALC, appellent les personnels à se mettre en grève et à manifester le lundi 12 novembre.

« Résister, revendiquer, reconquérir. »

Nous vous remercions pour votre écoute.

Pour la FNEC-FP-FO

**Béatrice Sarnac, Philippe Roche,
Marc Guyon, Eric Mouchet.**